

AVIS

Le tirage du numéro du 2 janvier, contenant la nomenclature de tous les événements qui se sont succédés depuis le 15 juillet 1870, époque de la déclaration de guerre à la Prusse, jusqu'au 31 décembre 1871, est complètement épuisé. Sur la demande d'un grand nombre de nos lecteurs, une seconde édition de ce numéro sera mise en vente demain, dans les bureaux de l'administration de la *Liberté*, 143, rue Montmartre.

A partir du 1^{er} janvier, la *Liberté* publie, au bas de sa quatrième page, le programme de tous les spectacles de Paris, avec les noms des acteurs.

A la demande d'un grand nombre de nos abonnés, nous publierons désormais sans interruption le tableau quotidien des faillites pour le département de la Seine.

LES TÉLÉGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

France

Lille, 2 janvier, soir.

Le *Propagateur* annonce la condamnation d'un homme d'un marchand de gravures nommé Vital. Un autre nommé Renaudin, qui avait été condamné aussi à dix jours de prison pour avoir exposé des gravures obscènes. Vital et Renaudin ont été condamnés, en outre, chacun à 50 fr. d'amende.

Marseille, 2 janvier, soir.

M. Gambetta est revenu à Marseille aujourd'hui, des rassemblements nombreux se font devant l'hôtel d'Orléans où il est descendu. La police oblige la foule à circuler. Des chasseurs d'Afrique occupent la rue pour assurer l'ordre et la circulation. M. Gambetta était souffrant, n'est pas sorti de l'hôtel. Il a conseillé à ses amis de continuer à tenir des réunions au petit nombre, et de se retirer en silence devant la force. Une réunion comptant environ 80 personnes s'est tenue rue Haxo. M. Challemeil-Lacour y a prononcé un discours très applaudi.

Un arrêté du préfet déclare que la période électorale est close.

Le congrès des députés du Var tenait hier, au Luc, à l'adoption de la candidature de M. Cote, préfet du 1^{er} septembre.

Angleterre

Saundersham, 2 janvier, midi.

Le bulletin officiel de la santé du prince de Galles porte que son Altesse a bien dormi et que sa convalescence fait des progrès.

Londres, 2 janvier, soir.

La reine est arrivée à Windsor. La légation britannique à Munich est supprimée.

Londres, 2 janvier, soir.

La *Gazette* publie l'avis suivant : « Les navires arrivant des ports libres de l'isthme de Panama doivent avoir leurs manifestes et factures certifiées par le consul de Colombie. »

Le gouvernement ottoman a informé le gouvernement anglais que le passage des détroits de Bosphore et du Dardanelles est libre à partir du 13 décembre.

Londres, 3 janvier, soir.

La légation anglaise à Munich, à Berlin, M. Moner, chargé d'affaires à Stuttgart, sera nommé chargé d'affaires à Munich ; et M. Petre, secrétaire d'ambassade à Berlin, remplacera M. Moner dans son poste à Stuttgart.

nommé chargé d'affaires à Munich ; et M. Petre, secrétaire d'ambassade à Berlin, remplacera M. Moner dans son poste à Stuttgart.

A l'étranger

Berlin, 2 janvier.

Le général de Roon a été relevé, sur sa demande, de ses fonctions de ministre de la marine.

Le général Stasch est nommé ministre de la marine.

D'après la *Gazette de la Croix* le ministre de la marine serait placé directement sous les ordres de la chancellerie fédérale.

Espagne

Madrid, 2 janvier, soir.

Un conseil des ministres a été tenu aujourd'hui sous la présidence du roi. On a discuté la question de la réouverture des Cortes ; aucune date n'a été fixée.

La question de la nomination du capitaine général de Cuba sera prochainement résolue devant le roi.

On a vu le roi à la signature aujourd'hui la nomination de M. Cirilo Alvarez comme président du tribunal suprême.

Portugal

Lisbonne, 2 janvier, soir.

Le 1^{er} août s'ouvrait à Porto l'exposition péni-mentaire des colonies comprenant les produits du Portugal et des colonies, des colonies espagnoles, du Brésil, du Mexique, de Venezuela, de la Nouvelle-Grenade, de l'Equateur, du Pérou, de la Bolivie, du Paraguay, de la République argentine, du Chili et de l'Uruguay. Un comité de cinquante membres est constitué pour organiser cette exposition.

La *Gazette officielle* doit publier demain la nomination de nouveaux sénateurs, parmi lesquels on remarque M. Mendez Léal.

Le roi n'ouvrira la session du Parlement que dans quelque temps.

MM. Lorenzo et Margues présenteront M. Huerfano comme l'arbitre choisi pour juger la question anglo-portugaise relative aux possessions africaines.

Lisbonne, 2 janvier.

Le roi a ouvert en personne les Cortes. Le discours du trône est long et important. Il annonce plusieurs changements dans la constitution, conformes à l'esprit libéral du siècle. Il constate que l'indépendance du Portugal est terminée, et que la situation des finances promet de s'améliorer dans l'avenir.

Italie

Rome, 2 janvier.

Ce matin, le pape a eu une entrevue particulière avec le comte d'Harcourt. Cette entrevue a duré une demi-heure.

La grève des cochers continue.

Etats-Unis

New-York, 2 janvier.

La dette publique a été diminuée dans le mois de décembre, de 4 1/2 millions de dollars.

Le trésor contient 111 1/2 millions de dollars en or et 15 3/4 millions en papier-monnaie.

New-York, 2 janvier.

Le gouverneur de l'Etat de New-York annonce dans son message annuel que la dette de cet Etat est de 20 1/2 millions de dollars ; il recommande la loi de loi imposant des peines additionnelles par la corruption dans les élections, et d'autres lois facilitant la punition des employés corrompus, et étendant les attributions du gouverneur, en lui donnant une plus grande responsabilité.

(Agence Havas.)

PARIS, MERCREDI 3 JANVIER 1872

LA JOURNÉE POLITIQUE

Le *Journal officiel* de ce matin publie le texte de la lettre adressée par M. le comte d'Armin à M. le président de la République, et dans laquelle il lui exprime ses regrets de n'avoir pu se joindre à ses collègues du corps diplomatique pour la visite officielle du 1^{er} janvier. Nous avons, de hier, dans notre compte-rendu des réceptions de Versailles, annoncé cette lettre à nos lecteurs, en leur indiquant les raisons de l'absence de M. d'Armin.

M. d'Armin ajoute à l'expression de ses regrets, l'assurance que le gouvernement prussien n'a d'autre désir que de voir M. Thiers remporter, dans l'exercice de ses laborieuses et patriotiques fonctions, tous les succès qu'il peut désirer. Ces souhaits, que l'honorable comte prête à son gouvernement, ne sont pas sans quelque sincérité. Dans le multiple personnage du roi de Prusse, il y a au moins le créancier de la France qui, en vue du paisible recouvrement de sa créance, doit désirer le maintien de l'état transactionnel dont M. Thiers est le représentant et le défenseur.

Un arrêté de M. le préfet de la Seine, approuvé par M. le ministre de l'intérieur, continue aux quatre journaux les *Petites Affiches*, la *Gazette des Tribunaux*, le *Droit* et les *Affiches-Parisiennes*, la concession du privilège des annonces judiciaires et légales.

Cette mesure n'a d'ailleurs qu'un caractère essentiellement provisoire. Nos lecteurs savent que l'Assemblée nationale est saisie d'un projet de loi sur cette matière ; nous leur avons même tout récemment fait connaître les conclusions de la commission chargée de l'examen de ce projet. La commission propose la création dans chaque préfecture d'un Bulletin officiel exclusivement destiné à l'insertion de toutes les annonces judiciaires et légales. On éviterait ainsi l'abus criant que l'ancien régime avait fait des concessions d'annonces qui lui servaient à payer le zèle des journaux dévoués à sa politique et à ses entreprises électorales.

Nous trouvons dans l'*Egalité*, de Marseille, le texte, reproduit de mémoire par un auditeur, d'un discours de M. Gambetta aux délégués des comités de la ville et des faubourgs de Toulon. Ce document ne diffère point sensiblement des divers manifestes électoraux ou autres, publiés, depuis Bordeaux, par M. Gambetta. Il recommande aux électeurs du Var de choisir pour représentants des hommes pratiques « qui sachent vouloir, qui sachent exiger, qui sachent obtenir ». L'heure des stériles protestations est passée. Il ne s'agit plus de prendre, comme une arme de guerre, les hommes qui ont été, sous l'Empire, l'objet de rigueurs particulières ou de persécutions imméritées, pour les lancer à la tête du pouvoir. Il faut que ceux qui seront choisis, outre qu'ils aient donné des gages certains de la fermeté de leurs convictions, appartiennent à la République « un nouveau contingent de lumières, de science et d'études préalables ».

M. Gambetta met ici le doigt sur la plaie du parti républicain : l'ignorance des affaires, le dégoût des études qui n'ont point immédiatement la politique pour objet.

Dans un autre passage du même discours, M. Gambetta se prononce de nouveau et très énergiquement pour la dissolution immédiate de l'Assemblée actuelle.

Pas un mot de l'une des plus importantes questions électorales du jour : le mandat impératif. Il serait pourtant bien intéressant de connaître les opinions actuelles de M. Gambetta sur ce point, et de les rapprocher de celles qu'il professait en 1869, notamment dans un manifeste de la gauche, paru le 27 novembre, et que nous republions plus loin sous les yeux de nos lecteurs.

Nous extrayons d'un journal de province et nous reproduisons plus loin le récit d'un grave et douloureux épisode de l'occupation prussienne dans la Marne. Le

jour de Noël, à Vitry-le-Français, le principal du collège, sur l'invitation de l'autorité, avait mis la chapelle du collège à la disposition de la garnison prussienne, qui devait y vaquer aux exercices de son culte. Il avait été expressément convenu que les soldats n'auraient accès dans aucune autre partie de la maison. Cependant malgré la défense qui leur en avait été faite, plusieurs d'entre eux se répandirent dans les dortoirs et furent surpris crochétant une serrure.

Dénoncés à leur chef par le principal du collège, ils nièrent effrontément leur mauvaise action et prétendirent que le principal avait insulté le roi de Prusse, en traitant ses soldats de complices du plus grand voleur du monde. Sans s'arrêter aux énergiques protestations du principal, les officiers s'emparèrent de sa personne et le firent conduire à leur quartier, où il est détenu depuis ce jour.

Nous ne doutons point que le gouvernement, instruit de ce fait, ne donne, sans retard, les ordres nécessaires pour qu'il soit procédé à une minutieuse enquête. Si, comme nous nous plaisons à le croire, le principal du collège de Vitry-le-Français est innocent, il faut qu'il soit immédiatement rendu à la liberté et que l'autorité prussienne soit mise en demeure de faire justice exemplaire des soldats voleurs et calomnieux.

LA CANDIDATURE DE M. VAUTRAIN

Il y a deux jours, nous terminions un article sur la candidature d'un député conservateur de Paris, par ces mots : « La parole est à M. Vautrain. » Cette candidature du président du conseil municipal, patronnée d'ailleurs par quelques-uns de nos confrères, qui sont en communauté d'idées politiques avec la *Liberté*, avait toutes nos sympathies.

Toutefois, scrupuleux observateur d'une discipline que nous imposait une *Union* composée, il est vrai, d'éléments divers, mais formée à l'origine en vue de la défense de l'ordre public, nous ne pouvions promettre formellement notre concours sans prendre comme garantie les engagements formels de M. Vautrain. Ces engagements ont été, dès le lendemain, rendus publics. Ils sont consacrés par une profession de foi dont les principes politiques sont les nôtres.

Il ne nous reste donc plus qu'à faire cadrer nos sympathies politiques avec les devoirs de confraternité et de bonne entente dont nous ne nous sommes jamais départis.

LÉONCE D'ÉTOYAT.

L'Union parisienne de la presse

Quelques journaux annoncent que l'*Union parisienne de la presse* n'existe plus. C'est là une erreur profonde qu'il nous appartient de relever, au moins en ce qui nous concerne.

La *Liberté* ne cessera de faire partie de l'*Union parisienne de la presse* que le jour où cette réunion des organes les plus importants du journalisme parisien s'éloignera de son programme, qui est bien connu et qu'il importe toutefois de remettre sous les yeux du public.

Le but de l'*Union parisienne* est d'élever par la discipline et par des concessions réciproques, la diffusion des voix données à l'ordre.

Volonté assurer la sécurité du présent sans

engager l'avenir, l'*Union parisienne*, fidèle à son programme, n'apportera dans ses choix aucun esprit d'exclusion, aucune préoccupation de parti ; elle demande aux électeurs de s'inspirer de la même abnégation et des mêmes sentiments de concorde.

Les candidats auxquels l'*Union parisienne* prêterait son appui lui seront désignés soit par le suffrage des comités électoraux, soit par la notoriété publique.

La liste de l'*Union parisienne* ne sera donc, en réalité, que l'expression des vœux manifestés par l'opinion.

Il importe qu'elle soit soutenue avec cet esprit d'entente et de discipline qui a si souvent manqué au parti de l'ordre, et qui a fait le succès de ses adversaires.

La *Liberté* a déclaré, en ce qui la concerne, qu'elle restait fidèle aux principes qui servent de base à l'*Union parisienne de la presse*, et qu'elle ne cessait d'en faire partie que le jour où les membres qui la composent tenteraient, ou par le choix d'un candidat hostile à l'ordre de choses actuel ou par une exclusion systématique, de s'éloigner du programme que nous n'avons cessé de considérer comme la règle absolue de notre conduite.

Jusqu'à ce jour, l'*Union parisienne* est restée fidèle à ce programme, et nous avons éloigné jusqu'à la pensée de nous séparer d'elle.

Toutefois, comme le temps passe, et que le public, qui nous honore de ses sympathies, pourrait s'étonner de notre silence prolongé à la veille des élections, la *Liberté* croit devoir sortir de la réserve qu'elle s'était imposée par égard pour ses collègues de l'*Union parisienne*.

La candidature de M. Vautrain s'est immédiatement imposée à nos méditations le lendemain du refus du maréchal Mac-Mahon, dont la candidature avait été adoptée à l'unanimité par tous les membres de l'*Union parisienne*.

Habituée à ne recevoir le mot d'ordre de qui ce soit, la *Liberté* était en quelque sorte en défiance contre la candidature de M. Vautrain, mise en avant par les journaux qui ont des attaches plus ou moins passives, plus ou moins étroites avec les journaux de Versailles et la préfecture de la Seine.

Avant que M. Vautrain eût déclaré poser sa candidature et rompre un silence vraiment inexplicable, quelques journaux, comme le *Temps*, le *Bien public* et l'*Opinion nationale*, avaient cru devoir arborer sa candidature et l'imposer à leurs lecteurs.

Ces procédés, n'étant pas ceux de la *Liberté*, le *Bien public* ayant jadis rangé M. Vautrain au nombre de ceux qu'il ne fallait pas nommer, nous avons réservé notre opinion jusqu'au jour où M. Vautrain daignerait s'expliquer nettement sur les graves questions qui préoccupent le public et sur lesquelles aucun candidat — quelle que soit sa notoriété — n'est autorisé à garder le silence.

M. Vautrain a parlé. Nous avons dit plus haut que sa profession de foi avait toutes nos sympathies.

Posée dans ses conditions sa candidature est de nature à réunir toutes les fractions du parti libéral conservateur et nous n'attendons pour nous y rallier définitivement qu'une note de l'*Union parisienne* qui lui donne son concours ou nous rende notre complète liberté.

Voici en peu de mots ce que nous avons à dire pour satisfaire la juste impatience de nos lecteurs.

On l'*Union parisienne* appuiera la candidature de M. Vautrain, ou elle présentera un autre candidat, que nous nous réservons d'examiner. Pour le cas où elle conseillerait l'abstention, que nous avons toujours combattue comme une abdication,

(1) Voir la *Liberté* des 24 et 25 décembre.

comme une désertion, nous reprendrions notre pleine et entière liberté d'action.

La situation que nous venons d'indiquer sera dénouée ce soir même, et demain nous serons en mesure de proposer un candidat républicain-conservateur digne du suffrage des électeurs de Paris.

LE PROJET DE M. JULES SIMON

— Suite (1) —

LE BREVET DE CAPACITÉ

La question du brevet de capacité a de tout temps soulevé, dans les Chambres et dans la presse, de vives, d'irritantes discussions. Si l'on veut tenir compte des privilèges qu'en France on a toujours reconnus au clergé, sous tous les régimes, même sous le républicain, il n'en est pas de plus délicate. Tout au contraire, si l'on se place résolument, franchement, sur le terrain du droit, il n'en existe pas de plus facile à trancher.

Nous nous expliquons :

Aux termes de l'article 25 de la loi du 15 mars 1850, nul ne peut exercer la profession d'instituteur primaire s'il n'est muni d'un brevet de capacité. Bonne ou mauvaise, telle était, telle est encore la loi.

Dans la pratique constante des vingt dernières années, grâce à la prépondérance marquée de l'élément clérical dans les Chambres, et malgré les efforts des différents ministres de l'instruction publique, cette disposition est toujours demeurée à l'état de lettre-morte. Les écoles congréganistes sont, il est vrai, dirigées par un instituteur pourvu du brevet de capacité ; mais les maîtres-adjoints qui, en réalité, donnent l'enseignement dans ces écoles, et dont le nombre est très considérable, sont pour la plupart de simples frères, n'offrant aucune garantie. Pour un directeur-brevet, vous trouveriez dix maîtres-adjoints qui n'ont jamais passé d'examen. La loi se trouve donc éludée dans une de ses dispositions fondamentales, méconnée dans son esprit. Le législateur de 1850 était animé, nous le voulons bien, des dispositions les plus libérales ; mais il n'a jamais entendu livrer l'éducation de la jeunesse au premier venu, même sous la garantie, si souvent illusoire, de la robe noire. La conception en tout cas impraticable encore, d'un enseignement complètement abandonné à lui-même, ouvert à tous, sans aucune condition d'âge, de capacité, de moralité même, n'aurait eu qu'un médiocre succès au lendemain de la grande tourmente de 1848. On comprendrait alors la nécessité d'introduire la liberté dans l'enseignement pour les éviter par la concurrence ; mais il ne serait venu à la pensée d'aucun des auteurs de la loi de supprimer toute espèce de garanties.

Dans ces conditions, devant une interprétation aussi peu rigoureuse de la loi, qu'y avait-il à faire ? Il y avait tout simplement à inscrire dans le projet de loi la disposition suivante : L'article 25 de la loi du 15 mars 1850 est applicable aux instituteurs adjoints, tout aussi bien qu'aux directeurs d'écoles. Et l'abus cessait immédiatement.

An lieu de cela, qu'a fait M. Jules Simon ? Il s'est borné à inscrire dans son projet de loi, qu'à partir du 1^{er} janvier 1872, nul ne pourrait plus être chargé de la direction d'une école communale, sans être muni du brevet de capacité. Qu'on remarque le mot : c'est du directeur de l'école qu'il

(1) Voir la *Liberté* des 24 et 25 décembre.

ville de Revin ; mais après les explications qu'on lui a données à ce sujet, il a été décidé que ses troupes rentreraient le 4 janvier dans les casernes de Sedan. De plus, un individu qui avait été arrêté à été mis en liberté.

M. Oscar de Vallée, l'ancien conseiller d'Etat, que quelques journaux signalent comme se portant aux élections législatives dans les Ardennes, n'a point posé sa candidature en ce département.

M. l'abbé Beaurain a reçu l'ordre d'embarquer en qualité d'aumônier, sur le transport à vapeur le *Rhin*, destiné à porter un convoi de condamnés dans la nouvelle Calédonie.

Desormais, M. Thiers recevra tous les mercredis à l'hôtel de la présidence.

On assure que la démission de Mgr Dupanloup ne sera pas acceptée par l'Académie, qu'on se propose de convoquer prochainement pour délibérer à cet égard.

La démission de Mgr Dupanloup est sans précédent dans l'histoire de cette compagnie.

On trouve dans le *Midi* un essai de *Fédération républicaine des écoles*, dont le programme résume dans cette phrase : « L'insurrection est le plus saint des devoirs. » Dans une lettre adressée au *Messager de Toulouse*, un grand nombre d'étudiants protestent comme suit contre cette tentative de fédération :

« Nous refusons de nous associer aux projets de fédération émis dans le manifeste, et désirons que l'on sache bien que nous repoussons toute solidarité avec ses auteurs et ses adhérents. »

BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

LA TEMPÉRATURE. — Ce matin, 3 janvier, à 7 heures, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Quélin, à la place de la Bourse, marquait 3 degrés, 1/10^e au-dessus de zéro ; à 11 heures, 4 degrés, 1/10^e au-dessus de zéro ; à 1 heure, 4 degrés, 1/10^e au-dessus de zéro ; à 5 heures, 758 millimètres.

Bourse	3 JANVIER	Précéd.	Premier	Prix	Dernier
3 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50
4 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50
5 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50
6 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50
7 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50
8 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50
9 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50
10 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50
11 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50
12 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50
13 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50
14 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50
15 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50
16 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50
17 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50
18 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50
19 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50
20 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50
21 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50
22 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50
23 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50
24 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50
25 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50
26 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50
27 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50
28 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50
29 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50
30 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50
31 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50
32 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50
33 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50
34 0/0	55 70	55 50	55 50	55 50	55 50

s'agit. Des maîtres-adjoints, beaucoup plus nombreux que les instituteurs titulaires, il n'est pas question. Alors, pourquoi cet article, qui n'est au fond que la reproduction de l'article 25 de la loi de 1850, et la consécration de ce qui existe.

De deux choses l'une : ou M. Jules Simon veut exiger de tous les instituteurs, laquels ou congréganistes, titulaires ou adjoints, le brevet de capacité : alors qu'il le dise expressément ; ou il ne se sent pas assez fort pour jouer cette partie, dans laquelle il aura contre lui toute la droite monarchique et cléricalle : dans ce cas, mieux valait se taire que de chercher à se tirer d'embarras par une équivoque.

En vérité, M. Jules Simon est par trop habile. A ces finesses perpétuelles, il finira par perdre toute autorité sur la Chambre et dans le pays. Nous savons combien sa position est difficile : ministre de l'instruction publique, il eût été dans son rôle en supprimant un abus de l'aide duquel les membres des congrégations religieuses tendent, petit à petit, à s'emparer de tout l'enseignement primaire ; tout l'y conviait : son passé, ses principes bien connus, des engagements solennels ; ministres des cultes, il est obligé, par situation, par convenance, si l'on veut, à de certains ménagements qui doivent nécessairement compromettre ses meilleures intentions. Pris entre l'enclume universitaire et le marteau clérical, il ne sait à quel saint se vouer. N'ayant ni assez de résolution pour aborder la difficulté de front, ni assez de franchise pour reconnaître son impuissance, comprenant la nécessité de donner au moins une apparence de satisfaction à l'opinion libérale, craignant d'autre part d'irriter les susceptibilités du clergé, il a cru tout concilier par le moyen que nous venons d'indiquer. De pareilles habiletés n'en sont pas moins fort maladroites : à vouloir ménager tous les partis, on finit par se les mettre tous à dos ; on compromet son caractère et, ce qui est plus grave, on nuit au succès des plus louables entreprises.

ALBERT DURUY.

La Profession de foi de M. Vautrain

Electeurs, Vous êtes appelés à nommer un député à l'Assemblée nationale le 7 janvier.

De votre choix peuvent dépendre le retour prochain de l'Assemblée à Paris, le rétablissement immédiat, par l'ordre moral, de la grandeur de la France et à l'intérieur et à l'étranger.

Vous représentant à l'Assemblée nationale doit y porter une pensée de conciliation et d'apaisement, non une parole de défi. La voix de Paris, dans son calme, est toujours assez puissante pour être entendue et écoutée.

On me demande aujourd'hui d'accepter cette candidature.

Je n'ai jamais reculé devant l'accomplissement d'un devoir : j'accepte.

Je ne suis pas un homme nouveau pour Paris.

Ma vie est une : mes actes ont toujours répondu à mes paroles.

Mes convictions n'ont jamais varié.

Adjoint à la mairie du 4^e arrondissement, j'ai, dans les fatales journées de juin 1848, défendu la République en défendant la cause de l'ordre et le respect des lois.

Maire, lors du coup d'Etat du 2 décembre 1851, j'ai protesté contre cette violation de la loi, et j'ai quitté mes fonctions et suis resté dans la vie privée pendant les vingt années de l'empire.

A l'accepté la plus douloureuse du siège, j'ai accepté les fonctions de maire du 4^e arrondissement qui m'étaient dévolues par le suffrage de mes concitoyens.

Elu membre du conseil municipal de Paris par ceux au milieu desquels j'ai passé ma vie, j'ai été porté par la double élection de mes collègues à la présidence du conseil municipal et à celle du conseil général ; j'ai aidé à prouver que c'était en restant dans les limites de leurs attributions que ces conseils pouvaient rendre les services qu'on était en droit d'attendre d'eux.

Tous mes votes ont été inspirés par le sentiment de la liberté. J'ai voté l'instruction gratuite et obligatoire pour élever plus haut l'intelligence du peuple.

Sur la question laïque, j'ai voté pour la liberté de chaque commune de choisir son instituteur. La liberté dans l'éducation est le corollaire de la liberté de conscience.

Electeurs,

Sans mettre la République au-dessus du suffrage universel et plein de respect pour la volonté nationale, je pense, comme en 1851, que les institutions républicaines peuvent seules aujourd'hui tirer le pays de la difficile situation où il se trouve.

Je légitime énergiquement la Commune et ses horreurs, et je considère que la compétition des partis amènerait de nouveaux maux.

Soutenons le gouvernement du président de la République et encourageons par notre concours une politique fondée sur la modération et le désir de délivrer le plus promptement possible le sol de la patrie de la domination de l'étranger.

Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est fonder le parti de la France.

Vautrain,

Président du conseil général de la Seine et du conseil municipal de Paris.

Paris, le 1^{er} janvier 1872.

LE MANDAT IMPÉRATIF

Nous dédions aux journaux partisans, comme la République française, du mandat impératif et de la candidature de M. Victor Hugo, le manifeste suivant de la gauche républicaine, en date du 17 novembre 1869, et qui porte les signatures suivantes :

MM. Bancel, Barthélemy Saint-Hilaire, Bethmont, Dessaux, Dorian, Esquiros, Jules Favre, Jules Ferry, Gagneur, Gambetta, Garnier-Pagès, Grévy, Guyot-Montpayrou, Léopold-Javal, Kératry, Laroche, Le Cesne, Lefèvre-Pontalis, Malézieux, Magnin, Marion, Ordinaire, Pelletan, Ernest Picard, Rampon-Lechin, Jules Simon, Tachard.

En indiquant ainsi leur programme, les principaux sujets de leurs préoccupations actuelles, les députés soussignés n'ont pas la prétention de tracer un programme complet

et d'épuiser la nomenclature des changements dont ils poursuivent la réalisation.

Ils ont voulu simplement signaler ce qui leur semble urgent, indispensable, hors de contestation pour tous les esprits éclairés.

Dans l'accomplissement de cette tâche, ils déclarent ne relever que de leur conscience.

On a essayé de réhabiliter la théorie du mandat impératif ; on a répété que le député, mandataire de ses électeurs, leur restait incessamment subordonné, et qu'il devait les consulter sur ses desseins et sur ses votes.

On a même ajouté qu'il était leur justiciable ; que, cité devant eux, il pouvait y être jugé et condamné.

Les députés soussignés repoussent cette prétention comme fautive et dangereuse, etne pouvant conduire, si jamais elle s'accréditait, qu'à la tyrannie des minorités ! Ils sont décidés à la combattre résolument.

Sans doute, ils seront toujours heureux d'entretenir avec leurs électeurs les communications amicales et les rapports confiants. Ils considèrent comme engagés d'honneur à se défendre les principes qui les unissent, et à eux par le lien d'une étroite solidarité.

Si leur conscience les en éloignait, elle leur imposerait par cela même l'obligation de faire apprécier leur conduite en déposant leur mandat ; mais c'est elle seule qu'ils consulteront. Ils n'ont ni injonctions, ni ordres à recevoir.

Le mandat impératif fausserait radicalement le suffrage universel en livrant l'élu, c'est-à-dire la majorité des électeurs, à la merci d'une minorité usurpatrice.

Le principe électif reste seul debout au milieu des révolutions qui se succèdent ; il est désormais la seule garantie de l'ordre ; il est appelé à transformer, de la base au sommet, toutes les institutions du pays.

Pour le conserver intact, il faut le dégager tout à la fois des compromis monarchiques qui le corrompent, et des violences démagogiques qui le dégradent.

CHRONIQUE DÉPARTEMENTALE

CHRONIQUE ÉLECTORALE

Il y a plusieurs jours déjà que nous avons annoncé les principales candidatures posées dans les quatorze départements qui vont procéder, dimanche prochain, à leurs élections complémentaires.

Le nombre de ces candidatures, républicaines ou monarchiques, s'est réduit depuis notre publication, par suite de l'action des divers comités, dont le choix, aujourd'hui fixé, a provoqué le désistement formel des candidats non recommandés par lesdits comités au choix des électeurs.

La lutte électorale du 7 janvier se présente donc, quant à présent, dans les conditions suivantes :

Nord. — MM. Jules Deregneucourt, manufacturier, maire de Roubaix, membre du conseil général, et Soins, manufacturier, conseiller municipal de Lille, vice-président du conseil d'arrondissement, candidat par la réunion de tous les comités républicains du département.

Bien que le choix des deux candidats du parti libéral conservateur ou monarchiste ne soit pas encore définitivement arrêté, il paraît devoir se fixer sur MM. Maillet, d'Avesnes et Fievet, du Masnay, membres du conseil général du Nord.

Pas-de-Calais. — M. Lenglet, ex-préfet du gouvernement de la défense nationale, candidat républicain, dont les chances paraissent très sérieuses, surtout en présence de l'indécision qui règne encore dans le camp opposé.

La candidature de M. Levert, ex-préfet de l'empire, est toujours en question, mais seulement à titre provisoire, et en attendant le résultat de la tentative de fusion cléricalle et bonapartiste qui se poursuit depuis quelques jours dans certaines feuilles de la contrée, et qui attend elle-même pour dire son dernier mot l'issue des démarches faites d'autre part, dit-on, auprès de M. le général de Ladmirault, gouverneur de Paris, pour le prier d'accepter la candidature.

Somme. — M. Jules Barni, ancien professeur de philosophie, démissionnaire pour refus de serment après le coup d'Etat du 2 décembre, candidat républicain.

M. Sénéca, ancien conseiller à la cour de cassation, député officiel sous l'empire, candidat bonapartiste.

Aucune autre candidature, particulièrement orléaniste ou légitimiste, ne paraît devoir se produire entre celles de MM. Barni et Sénéca.

Basses-Pyrénées. — M. le marquis de Noailles, qui, dans sa circulaire, a très catégoriquement affirmé ses sympathies pour l'idée républicaine, et exprimé son intention de contribuer à donner un caractère définitif aux institutions actuelles.

M. Chesnelong, ancien député officiel sous l'Empire, candidat clérical et bonapartiste.

Haute-Vienne. — Le parti monarchiste paraît seul jusqu'ici avoir arrêté son choix. Son candidat est M. Gédéon Charvreyron, proche parent du député de ce nom, qui est à remplacer aujourd'hui.

Les républicains en sont encore à discuter les candidatures de MM. Ninart, avocat à Limoges, membre du conseil général, et Alfred Talandier, ancien proscrit de décembre et ancien préfet du 4 septembre.

Isère. — M. Brillier, candidat républicain. En attendant un choix qui semble d'autant plus difficile qu'aucun nom n'a encore été sérieusement mis en avant, les comités monarchistes se contentent d'attaquer la candidature de M. Brillier. En grenoble, le comité « conservateur » de Grenoble a lancé un manifeste qui est une véritable abdicacion. Ce manifeste engage les électeurs, non pas à voter pour tel ou tel candidat, mais à ne pas voter du tout, afin, dit-il, « de pouvoir compter le nombre des adversaires des idées radicales et subversives par le nombre des abstentions ».

Les électeurs de l'Isère, qui ne sont point disposés à voter pour M. Brillier, penseront sans doute que la moindre candidature « conservatrice » ferait bien mieux leur affaire qu'une expérience aussi platonique et, en tous cas, aussi peu concluante.

Var. — La candidature républicaine de M. de Freycinet est, quant à présent, la seule qui soit signalée dans ce département, où il ne paraît pas, d'ailleurs, qu'aucun concurrent puisse être sérieusement opposé à l'ancien secrétaire général à la guerre sous le ministère de M. Gambetta.

Nous compléterons demain cette liste, au moyen de renseignements qui nous parviendront des six autres départements, où la liste des candidats des diverses nuances n'était pas définitivement arrêtée à la date d'hier.

Le numéro de l'Emancipation de Toulouse, du 2 janvier, a paru avec deux pages seulement.

Ce journal annonce qu'il a paru ainsi afin de ne pas laisser les lecteurs pendant deux jours sans nouvelles, le numéro qui devait paraître le 1^{er} janvier ayant été « préventivement saisi par une escouade d'agents de police » qui se sont présentés à l'imprimerie de l'Emancipation avant la sortie des exemplaires du 1^{er} janvier, et en vertu d'un arrêté de M. Ch. Ferry, préfet de la Haute-Garonne.

Nous ne savons rien de plus que le fait de la persécution et de la saisie.

Nous ne tarderons sans doute pas à connaître les motifs qui l'ont provoquée.

Les Otages prussiens

Le correspondant de l'Indépendance donne les détails suivants sur un fait qui s'est récemment passé à Vitry-le-François :

Le Journal officiel annonçait hier que personne n'avait été arrêté par les autorités allemandes dans les départements occupés. Le fait n'est malheureusement pas trouvé vrai bien longtemps ; le principal du collège de Vitry-le-François a été transféré et incarcéré à Reims ; voici à quel propos :

A la demande des officiers allemands en garnison à Vitry, le principal avait mis à leur disposition la chapelle du collège pour la célébration de la fête de Noël. Toutefois, il avait été convenu qu'il serait interdit aux soldats étrangers de pénétrer dans les dortoirs des élèves et dans les vestiaires ; en outre, le sanctuaire devait être voilé. Dans la journée, le principal entendit un grand bruit et vit des Prussiens crocheter les serrures des dortoirs ; il s'y opposa avec énergie, les admonestant vivement en leur disant qu'ils se conduisaient comme pourraient se conduire des voleurs.

Les Prussiens se retirèrent non sans avoir renversé le crucifix qui était caché dans le sanctuaire voilé, et allèrent se plaindre aux officiers supérieurs, en leur déclarant que le principal avait proféré des injures contre le roi de Prusse.

Le principal, interrogé, raconta l'incident et protesta de toutes ses forces de son innocence ; mais les officiers, sur le rapport de leurs soldats, déclarèrent qu'il était accusé d'avoir offensé l'empereur d'Allemagne en disant à ses soldats qu'ils étaient au service du plus grand voleur de l'Europe. Une lettre que je reçois de Reims, et qui me rapporte ces faits, m'affirme que le principal n'a pas proféré la moindre injure contre l'empereur Guillaume ; il n'y a évidemment là qu'un malentendu très regrettable.

Nos renseignements particuliers nous font un récit différent des circonstances dans lesquelles se serait produite la résistance que le principal du collège aurait payée de sa liberté.

Non contents d'obtenir que la chapelle du collège fût mise à leur disposition, les Allemands, nous écrit-on, avaient prétendu exiger qu'on permit à leurs dames l'accès des tribunes. Considérant qu'il fallait, pour arriver à ces tribunes, traverser toutes les dépendances du collège, le principal avait opposé un refus formel à cette nouvelle exigence. C'est alors que l'établissement fut envahi par 60 soldats en armes qui enlevèrent brutalement le principal au milieu de ses élèves, et malgré les supplications de ces derniers.

M. VAUTRAIN

M. Vautrain, l'un des candidats de Paris aux élections prochaines, est avocat à la cour de Paris. Il est né à Nancy en 1818. Il fut nommé le 12 avril 1848 adjoint au maire du 9^e arrondissement ; le 22 novembre suivant, le général Cavaignac lui offrit la mairie de l'arrondissement. Il donna sa démission le 2 décembre 1851. A cette époque il reprit ses occupations d'avocat et cessa de se mêler à la vie politique. Le 4 septembre 1870 le surprit tout dévoué encore à la cause républicaine, mais refusant obstinément d'accepter les fonctions qui lui étaient offertes. Le 5 novembre il fut élu maire du 4^e arrondissement (ancien 9^e). Quand la Commune insurrectionnelle de Paris se fut emparée violemment du pouvoir, il protesta avec énergie contre les agissements du comité central et fut arrêté pour ce fait ; mais les gardes nationaux de son quartier exigèrent qu'on le mit immédiatement en liberté. Ce ne fut que sur les très vives instances de M. Thiers qu'il consentit à reprendre ses fonctions de maire au moment de la rentrée des troupes de Versailles à Paris. Les électeurs du 4^e arrondissement l'envoyèrent à ce moment au conseil municipal à la majorité de 1,525 voix sur 1,526 et le conseil municipal de Paris le choisit pour son président à celle de 69 voix sur 60.

LES ACTES OFFICIELS

On lit dans le Journal officiel :

Lundi ont eu lieu les réceptions officielles à Versailles dans l'ordre annoncé.

LA LETTRE DU COMTE D'ARNIM

Pendant la réception du corps diplomatique, le président de la République a reçu de M. le comte d'Arnim la lettre suivante, que nous publions pour faire tomber les suppositions que la malveillance ne manquera pas de faire, et de propager, si elles n'étaient positivement démenties :

Paris, le 1^{er} janvier 1872.

Monsieur le président,

N'ayant pas encore l'honneur de faire partie du corps diplomatique de Paris, je dois, à mon grand regret, renoncer au plaisir et à l'honneur de m'associer aux vœux que Mgr Chigi vous adressera aujourd'hui.

Toutefois, le retard qui me prive de ma place parmi ces messieurs ne saurait m'empêcher de vous offrir, pour le jour de l'an, mes compliments les plus respectueux, et d'assurer à Votre Excellence que j'apprécie la pensée de mon gouvernement en vous souhaitant, dans l'exercice de vos laborieuses et patriotiques fonctions, tous les succès que vous pourriez désirer.

Je profite, monsieur le président, de cette occasion pour vous réitérer l'expression de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur.

Signé : ARNIM.

LES ÉLECTIONS DU 7 JANVIER

M. le ministre de l'intérieur vient d'adresser la circulaire suivante aux préfets des départements appelés à élire, le 7 janvier, des députés à l'Assemblée nationale. Nous avons

fait mention de cette circulaire dans notre numéro d'hier.

Monsieur le préfet,

Les électeurs de votre département sont appelés à élire un député à l'Assemblée nationale. Ce n'est pas seulement un droit qu'il s'agit pour eux d'exercer, c'est un devoir qu'il s'agit de remplir, le premier, le plus grand devoir du citoyen.

Avant tout, vous devez vous abstenir, dans ces derniers temps, affligés les amis du pays. Ne craignez pas de blâmer hautement ces regrettables témoignages d'indifférence ou de pessimisme. Il n'est qu'une abstention permise, celle que M. le président et le Gouvernement de la République s'imposent avec scrupule en vous recommandant d'éviter toute ingérence qui rappellerait le souvenir des candidatures officielles.

Mais nous manquons nous-mêmes à nos devoirs si nous ne vous engageons à convaincre vos administrés que, sans leur concours actif, sans un réveil de l'esprit public, le pouvoir ne peut, à lui seul, réparer les maux de la France, lui rendre le repos et la sécurité. S'ils veulent un gouvernement fort, ils ont un exemple à donner ; qu'ils remplissent leur tâche en choisissant, hors des préoccupations exclusives des partis, des mandataires prêts à tout sacrifier au bien public, à la cause de la liberté, au maintien de l'ordre et du respect des lois.

Avant tout, qu'ils déposent, sous l'inspiration de leur conscience, leur vote indépendant dans l'urne électorale. Un peuple maître du choix de ses mandataires est maître de ses destinées. Il les compromet et perd le droit de se plaindre s'il déserte le scrutin ; si, désintéressé de la chose publique, il croit trouver dans une inerte abdication de sa responsabilité le moyen de se faire acquiescer par le suffrage universel.

Agitez, monsieur le préfet, l'assurance de ma considération distinguée.

Le ministre de l'intérieur,

CASIMIR PÉRIER.

LES ANNONCES JUDICIAIRES

Le préfet de la Seine dispose que, pendant l'année 1872, les annonces judiciaires seront, comme par le passé, reçues par les quatre journaux les Petites-Affiches, la Gazette des Tribunaux, le Droit et les Affiches parisiennes.

Un Communiqué

On lit dans le Figaro :

Nous recevons d'un de nos anciens collaborateurs, en ce moment chef du service de la presse au ministère de l'intérieur, le communiqué suivant :

Le journal le Figaro, dans son numéro du 13 décembre, annonce qu'une des premières mesures prises par M. Jousserandot, récemment nommé préfet du département de la Marne, a été de supprimer le traitement des vicaires du diocèse.

Cette nouvelle est entièrement inexacte. Je vous invite à insérer cette rectification dans un de vos plus prochains numéros.

Recevez, monsieur le rédacteur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le chef du service de la presse,

H. FOUQUIER.

NOS INFORMATIONS

LE NOUVEAU TEMPLE ISRAËLITE

Les travaux du temple israélite de la rue de la Victoire touchent à leur fin, et la synagogue nouvelle sera très probablement inaugurée par la cérémonie religieuse de l'Égypte. Cette fête arrive immédiatement après l'équinoxe du printemps, et a ceci de particulier qu'elle se célèbre à la même époque que la fête chrétienne des Pâques en mémoire de la résurrection.

MARQUERITE KID ET ÉLIE SAUVAGE

Avant-hier a eu lieu, à l'église Saint-Sébastien, l'enterrement de M^{lle} Marguerite Kid, la charmante artiste du Palais-Royal, morte dimanche dernier, à l'âge de 27 ans. Tous ses camarades du Palais-Royal et un grand nombre d'artistes des théâtres de Paris y assistaient.

Les obsèques d'Elie Sauvage ont eu lieu hier à Asnières. Peu de monde. Quelques membres de la Société des auteurs étaient cependant venus rendre les derniers devoirs à leur collègue.

LE DÉGEL

La gelée d'hier n'a été qu'un prétexte à dégel. Ce matin, le thermomètre marque trois degrés au-dessus de zéro, et il fait une bonne effroyable dans les rues.

VOL AU TRIBUNAL DE COMMERCE

Hier, à trois heures de l'après-midi, un nommé Lucas, agent d'affaires, se rendit au greffe du tribunal de commerce pour y faire la déclaration d'un état de faillite. Afin de chercher une procuration notariée dont il avait besoin, il posa sur une des tables deux ou trois liasses de papiers et son portefeuille contenant dix mille francs en billets de banque ; puis, sa déclaration terminée, il sortit oubliant son portefeuille sur la table.

A peine était-il dans la rue qu'il s'aperçut de sa distraction ; il remonta en courant, mais son portefeuille avait disparu. Il n'avait pu être pris que par un employé du greffe, le sieur X..., qui travaillait à la table sur laquelle le sieur Lucas avait déposé les papiers.

Accusé de vol à brulure-pourpoint, il se trouva, balbutia et avoua la vérité. Ce malheureux, homme marié et père de famille, a été arrêté sur-le-champ et conduit à la préfecture de police. Il se prétend pour sa justification qu'il avait trouvé le portefeuille, qu'il ne l'avait ni soustrait ni volé, et que par conséquent il n'était coupable d'aucun délit.

LE TRAITEMENT DES SECRÉTAIRES DES COMMISSAIRES DE POLICE

La mesure que nous avons annoncée les premiers, il y a un mois, au sujet du traitement des secrétaires de commissaires de police, vient d'être prise ; ils gagnent maintenant dix-huit cents francs au lieu de quinze cents. Les commissaires de police en ont été avertis hier par une circulaire de M. Léon Renault.

LES SERGENTS-MAJORS

Jamais n'avait vu dans Paris autant de sergents-majors que depuis quelques jours. On les rencontre par douzaines sur les boulevards, exhibant fièrement le nouveau sabre que le ministre de la guerre les a autorisés à porter. Ceux qui « ont de quoi », s'achètent de magnifiques sabres à fourreaux d'acier ; les moins riches, ont le sabre réglementaire, beaucoup moins élégant.

COURBET À LA MAISON DUBOIS

Avant-hier soir, à cinq heures, s'arrêtait à la porte de la maison Dubois un fiacre à quatre places, d'où sortait péniblement un gros homme soutenu par deux agents de la police de sûreté. Le gros homme était Courbet, qui venait se faire soigner de la maladie essentiellement réaliste qu'il a contractée en prison, de ses lémorvoïdes, puisqu'il faut les appeler par leur nom. Le célèbre communard était très abattu. « Soutenez-moi, bien ! » a-t-il dit aux agents en franchissant la grille ; et il ajouta, après un soupir démissionniste : « Dieu ! que ça fait du mal ! » C'est aujourd'hui que doit être opérée Courbet. Il manifestait depuis hier toute une très grande terreur à l'idée de cette opération. Un de ses gardiens lui ayant fait remarquer, il y a quelques jours, que cela valait mieux que d'être fusillé :

— Ne parlez pas de ça ! s'écria vivement Courbet ; ne parlez pas de ça !

SUICIDE

Encore un suicide à enregistrer. Hier, vers quatre heures et demie du soir, le sieur Paul Phillon, maraîcher, revenant des Halles avec sa voiture, se rendait à Neuilly. Obligé de faire un détour, il prit par le boulevard Péreire ; là, au moment où il passait devant une maison en construction, il aperçut dans une encoignure un individu étendu au pied d'un mur. Phillon sauta immédiatement à bas de sa voiture, et courut au secours du malheureux, qu'il entendait râler désespérément. Il avait la figure contorsionnée, et se tordait dans d'atroces convulsions. Phillon le plaça dans sa voiture et le conduisit chez un pharmacien de l'avenue des Ternes. Là, il fut constaté que le moribond avait avalé une assez forte quantité de laudanum. Grâce à la médication énergique qu'on lui administra, il fut bientôt en état d'être reconduit chez lui. Il a déclaré se nommer le vicomte de C..., avoir exercé la profession de banquier, et avoir voulu se tuer par suite de revers de fortune. Il a promis de ne plus renouveler sa tentative de suicide.

VISTES ARCHIEPISCOPALES

A l'occasion du jour de l'an, l'archevêque de Paris va reprendre ses visites dans tous les hôpitaux civils et militaires de Paris. Mgr Guibert commencera sa tournée par l'hôpital Lariboisière pour finir par l'hôtel-Dieu, qu'il a déjà visité quelques jours après son installation. Les vicaires généraux, récemment nommés, accompagneront Sa Grandeur, apportant leur part de consolations et d'aumônes aux malades nécessiteux.

LE FOND DE DINOCHAU

Comme nous l'avons annoncé, il a été mis à prix à 3,000 francs ; mais pas un enchérisseur ne s'est présenté, force a été de renvoyer la vente à un autre jour.

Ce jour est fixé à samedi prochain, fête des Rois, que, pendant de longues années, on a célébré si joyeusement dans le pauvre établissement qui ne trouve pas d'adjudicataire aujourd'hui. Et comme les frais courent toujours, nous ne serions pas étonnés qu'il ne restât, en fin de compte, aux créanciers, que la carte judiciaire à payer. Ajoutons que la mise à prix est abaissée à 2,500 francs.

LES AFFICHES ÉLECTORALES

On a commencé hier à placer les affiches électorales ; nous en avons compté, rien que sur les boulevards extérieurs, cinq différentes. Voici les noms de ces concurrents inconnus de MM. Vautrain et Victor Hugo :

M. Durrieu, candidat « progressiste » et « essentiellement républicain ». Recommandé aux électeurs par une réunion d'électeurs de la rue des Arcades.

M. Prosper Desbrosses, négociant, candidat conservateur ; se dit « spécialement recommandé par son passé ».

M. Duault, rhéologier et républicain socialiste. Recommandé par le club de la rue Neuve-Bossuet (??).

M. Charrue, « candidat honnête homme, ce qui est rare ». C'est ainsi que se termine la profession de foi de M. Charrue.

Enfin, l'éternel M. Bertron. M. Bertron n'a pas fait de profession de foi ; il s'est contenté de plaquer en lettres d'un pied son nom, suivi de la mention : *candidat surhumain*.

LE MARIAGE DU PRINCE CZARTORYSKY

C'est à Notre-Dame que sera célébré le mariage du prince Czartorsky avec la princesse Marguerite de Nemours. La cérémonie aura irrévocablement lieu le 10 courant. Un luxe considérable y sera déployé : un des grands fleurets de Paris fournira pour 20,000 francs de fleurs et d'arbustes. L'église sera ornée de quinze écussons aux armes de Nemours et de quinze arcs armés de Czartorsky. C'est à onze heures et demie précises que le mariage sera célébré. L'empereur du Brésil donnera le bras à la princesse Marguerite pour entrer dans l'église, le duc de Nemours donnera le sien à l'impératrice du Brésil et le prince Czartorsky à la duchesse de Chartres. Nous avons sous les yeux le programme détaillé de la cérémonie, mais il est trop long pour que nous le donnions à nos lecteurs par le menu.

LE ROI DE CAMBODGE

C'est le 21 ce mois qu'est attendu à Paris le roi de Cambodge, dont depuis quelque temps on admire, boulevard Poissonnière, le portrait si bizarre.

M. Léon Farcy, un Français, attaché comme secrétaire particulier auprès de Sa Majesté, est arrivé avant-hier, précédant ainsi son maître de quelques jours dans le but de faire tous les préparatifs nécessaires à l'installation de ce dernier.

LES TRIBUNAUX

HUITIÈME CHAMBRE CORRECTIONNELLE
Séance du 2 janvier.CONTRAVENTIONS DE PRESSE
Le Peuple souverain.

M. Michel, directeur-gérant du journal le *Peuple souverain*, était cité pour publication d'un journal politique quotidien sans cautionnement.

M. l'avocat de la République Ribot rappelle au Tribunal que, la semaine dernière, M. Michel a été condamné pour le même fait.

Il n'en a pas moins continué à faire paraître son journal, sans avoir déposé son cautionnement; l'organe du ministère public requiert une nouvelle et plus sévère application de la loi.

Le Tribunal, cette fois, a prononcé une amende de 150 francs.

La Vie parisienne

M. Marcelin, directeur de la *Vie parisienne*, a été condamné à 100 fr. d'amende pour omission de dépôt au parquet d'un numéro de ce journal.

Un abonné

M. Victor Goupy, imprimeur, a comparu pour publication de l'attribution à l'abbé sans avoir effectué le dépôt voulu par la loi.

Il allègue de sa bonne foi; il a dit, de ses vingt brochures, s'il n'a pas déposé l'attribution à l'abbé, c'est par une omission absolument involontaire.

M. l'avocat de la République Ribot. — Messieurs, cet écrit est une œuvre de parti, une œuvre de propagande, et l'omission de dépôt au parquet n'a pu être que volontaire; nous requérons l'application de la loi.

M. Goupy. — J'affirme que l'omission a été involontaire.

Le Tribunal a condamné M. Goupy à 100 francs d'amende.

La cour d'assises d'Eure-et-Loire vient de condamner à la peine de mort les nommés Guénard, Quillou et Proust, coupables d'assassinat sur les époux Cheneau, habitant le hameau de la Vieuville, commune d'Alluyes.

L'arrêt ordonne que l'exécution aura lieu à Chartres.

LA SCIENCE

Séance du mardi 2 janvier 1872

PRÉSIDENCE DE M. FAYE

Compliments faits à l'Académie par le naturaliste allemand Ehrenberg. — Lettre du préfet de police. — Nomination de M. de Quatrefages aux fonctions de vice-président pour 1872, comme protestation contre la Prusse. — Election de M. Hervé-Mangon en remplacement de Payen. — Sur la chaleur du soleil. — L'empereur du Brésil.

L'Académie reçoit de M. Ehrenberg, naturaliste, l'auteur des travaux qui ont constitué la connaissance des infusoires — mais qui, malheureusement, est Prussien — une lettre de respectueux hommages, que nous avons publiée plus haut.

M. Ehrenberg proteste de son dévouement pour l'Académie et déclare qu'il n'a aucune société savante, en Europe, n'a aucun contribué au développement des sciences. Il remercie ses confrères de Paris de la bien-

veillance qu'ils lui ont constamment témoignée et des prix qu'ils lui ont décernés.

M. Victor Hugo vient de se faire monter un petit rocher en éping'e de cravate. Sur ce rocher se trouve l'inscription suivante :

L'exil est saint!

L'arrêté de M. le général Ladmiraux concernant la suppression des photographies qui peuvent porter atteinte à la morale publique a reçu un commencement d'exécution. Depuis quelques jours des perquisitions ont fait disparaître des étagères de marchands du quartier Pigalle et Notre-Dame-de-Lorette, bon nombre de photographies de commandant. Hier, deux agents ondulés à un papeter du passage Choiseul, M. Jeanne, d'enlever de sa vitrine, une grande gravure représentant le portrait du comte de Chambord, sous lequel était cette légende : Henri V, roi de France. Beaucoup de personnes se demandent pourquoi on a fait exception en faveur des nombreuses photographies représentant l'homme de Sedan.

C'est aujourd'hui que nous commençons la publication quotidienne des faillites du département de la Seine.

M. Molin nous voudrait de ne pas faire un appel en sa faveur.

Annouons donc la mise en faillite du directeur du *Radical*; syndicat, M. Moncharville.

S. M. l'empereur du Brésil a eu la curiosité de visiter aujourd'hui le Paris souterrain.

M. Léon Renaul, préfet de police, s'est rendu ce matin vers huit heures au Grand-Hôtel. L'empereur est descendu avec le préfet par la bouche du grand égoût qui se trouve près de la Madeleine. La visite s'est prolongée jusqu'à onze heures du matin.

La scène se passe en omnibus.

Un contre-maître, ému des suites d'un bon dîner, s'assied à côté d'un de ces parvenus engraissés dans le labyrinthe de la fortune faite, et gantés de ces gants verdâtres dont parle Musset.

La conversation s'engage; le contre-maître lance une plaisanterie; n'y pouvant répondre, notre monsieur se fâche.

— Vous êtes saoul! monsieur, dit-il en cherchant une pose digne.

— Cela vaut mieux que d'être bête, reprend le voisin en casquette; ça dure bien moins longtemps.

Historique.

Depuis que M. Thiers a reçu le corps diplomatique, le palais présidentiel est devenu une petite cour, et les familiers de l'entourage du président n'appellent plus M^{me} Dostoy que M^{me} Adèle.

M. Barthélemy Saint-Hilaire fait, à ses moments perdus, une terrible concurrence à M. de Tillancourt.

Hier soir, après le dîner, on jouait en famille à la présidence, et M. Thiers gagnait toujours. M. Barthélemy Saint-Hilaire, piqué au vif d'une dévotion aussi persistante, ne put s'empêcher de s'écrier :

— Décidément, M. le président, vous êtes trop fort... La seule manière de mettre les atouts dans mon jeu, c'est de laisser faire la bête à Dostoy.

On vend à l'heure qu'il est dans toutes les principales villes de France les guilloines, rendues inutiles par l'arrêté du ministre de la justice qui confère à M. de Paris le privilège de couper seul des têtes en France.

Nous devons constater du reste que l'arti-

cle guillotine se vend mal. Les prix varient de cinquante à cent francs, maximum.

Désormais, M. de Paris ira en province avec son instrument. Celui-ci, d'invention nouvelle, est en fonte, breveté s. g. d. g., et des plus confortables.

Hier, Mgr Guibert a reçu, à l'Archevêché, les membres du clergé de Paris, qui venaient lui rendre leur visite officielle.

Une foule nombreuse de pieux visiteurs se pressait aux abords du palais archiepiscopal. Ces visiteurs ont quelque chose de particulièrement touchant, quand on songe que l'année dernière, à pareille époque, c'était Mgr Darboy qui recevait les mêmes vœux.

Voici la période des réunions électorales terminée.

M. Victor Hugo va maintenant s'entretenir avec ses électeurs par voie d'affiches.

On sait, du reste, qu'il ne perd jamais une occasion de s'afficher.

LES AVIS DIVERS

Pour l'affaiblissement et la vente des Obligations Honoraires, ainsi que pour l'escamotage immédiat des coupons de ces Obligations, s'adresser à M. J. Oudin, directeur du *Comptoir central de Paris*, 9, boulevard des Italiens. — Le Comptoir se charge de la négociation de tous les titres et paie tous les coupons. — Renseignements gratuits.

AN PRINCE Eugène, 17, r. Vivienne. Haute nouveauté pour pantalons sur mesure, de 20 à 25 fr.

LES THÉÂTRES

L'Académie des beaux-arts a décidé que les lettres des candidats au fauteuil d'Auber, seront lues dans la séance du 6 janvier 1872.

M. Gondinet vient de partir pour la campagne, où il va terminer la pièce en trois actes qu'il écrit pour le Palais-Royal.

Le principal rôle est destiné à M. Geoffroy. C'est dans cet ouvrage que doit débiter une charmante personne qui faisait partie, il y a deux ans, de la troupe des Bouffes Parisiens.

Le festival populaire, donné dimanche dernier au théâtre du Châtelet a été splendide. L'orchestre de M. Cressonnois s'est surpassé. Parmi les morceaux qui ont obtenu le plus de succès, nous citerons le chœur bouffe, les *Vœux*, chanté d'une façon remarquable par la société Armand Chevê, et la fantaisie sur *Martha*, exécutée par M. Lalliet, hautbois de l'Opéra, avec un talent hors ligne.

Dimanche prochain, 7 janvier, 6^e festival. M. Henry Litoff dirigera toute la deuxième partie du programme, et Roger chantera une romance de sa composition, intitulée : *Es-poir* hymne à la France. On entendra également M^{lle} Nita Gastano, son élève.

C'est dans quelques jours que doit passer, à l'Opéra, *Maître de la danse*, le drame poétique de L. Bouthillier.

On dit que cette œuvre est supérieure à toutes celles de l'auteur de la *Conjuration d'Amboise*.

Le Grand-Théâtre de Lyon vient de don-

ner une représentation au bénéfice des familles de nos soldats tombés à la bataille de Nuits.

La recette s'est élevée à 7,300 fr.

Ne quittons pas Lyon sans annoncer que la seconde ville de France va être dotée d'un Conservatoire de musique destiné à remplacer celui de Strasbourg.

M. Edouard Mangin, chef d'orchestre du Grand-Théâtre de Lyon, et qui a pendant longtemps rempli la même fonction au Théâtre-Lyrique de Paris, en est nommé directeur.

Il avait pour concurrent M. Luigini, son prédécesseur au Grand-Théâtre.

Nous aurions volontiers parlé de la nouvelle revue, *C'est toujours la même chose*, que donne en ce moment le théâtre des Nouveautés; mais nous n'avons pas le temps de nous occuper de la première représentation, qui a eu lieu dimanche, et nous ne sommes parvenus que mardi matin.

Dimanche dernier, 31 décembre, à l'issue du concert du Grand-Hôtel, les artistes de l'orchestre ont fait hommage d'un archet d'honneur à leur chef, M. Danbé.

M. Vanyanbeck, le directeur du Grand-Hôtel, a offert aux artistes un lunch dans lequel n'a cessé de régner la plus franche gaieté.

M. Elie Sauvage vient de mourir à Bois-Colombes. Son enterrement a eu lieu dimanche, à trois heures, à l'église d'Asnières.

Elie Sauvage débuta, en 1835, par un volume de vers : *Les rayons du matin*. Il quitta bientôt la poésie pour le théâtre, et fit représenter *Julien l'évangéliste*, drame en cinq actes (1836). Ses principales pièces sont faites en collaboration. Citons la *Vestale*, le *Comte Julien* ou le *château maudit*, le *Roi Lear*, la *Tour de Ferrare*, *Jeanne d'Arc en prison*, *Boudjidi*, *Un mari brûlé*, le *Servant du roi*, le *Nord et le Midi*, les *Domestiques*, etc.

M. Jules Simon a reçu hier les directeurs des théâtres de Paris.

M. Georges Hainl a présenté au ministre des beaux-arts M. Halanzier, le nouveau directeur de l'Académie de musique. Le chef d'orchestre de l'Opéra a terminé sa harangue en demandant à Son Excellence que M. Halanzier soit conservé dans ses fonctions de directeur.

— Sans doute, a répondu M. Simon, je ne vois aucune raison pour que M. Halanzier ne soit l'Opéra; à moins qu'une attaque d'apoplexie...

Ce mot malheureux du ministre des beaux-arts a jeté un léger froid dans l'auditoire.

CESSIONS DE PAIEMENTS

Jugements du 29 décembre 1871

MALFILATRE (Alphonse), négociant en lingerie, demeurant à Paris, boulevard Sébastopol, n° 78.

DU 30 DÉCEMBRE

MAYOISSIER (Pierre-Sylvester), entrepreneur de serrurerie, demeurant à Paris, rue du Roi-de-Sicile, n° 63.

VIAL (Louis), liseur de dessins, demeurant à Paris, rue Saint-Maur, n° 210.

SIMON fils (Auguste), marchand de bois, demeurant à Asnières, quai de Seine, 101.

DELAOUR (Emile), ayant fait le commerce de grainier à Paris, boulevard Denain, 6, puis rue de Clarenton, 273, et demeurant actuellement rue de Bercy, 219.

AVIS MARITIMES

Société R. RUBATTINO & C^o DE GENÈS

LIGNE DE BOMBAY

DEPARTS MENSUELS : de MARSEILLE le 20, pour GENÈS; de GENÈS le 21, pour BOMBAY.

ESCALES : PORT-SAID, SUEZ, ADEN

S'adresser, pour fret et passage : A MARSEILLE, à MM. CH. LAFORET et C^o, rue Grignan, 6.

A PARIS, à M. A. CHATEAUNEUF jeune, boulevard Moutonville, 8.

TARIF DES ANNONCES

DE LA LIBERTÉ

Janvier 1872

Annonces 1 fr. 50

Réclames 4 50

Faits Divers 7 50

Les Annonces, Réclames et Avis divers sont reçus chez MM. CH. LAORANGE, CERF ET C^o, 6, place de la Bourse, 6

DUBUS (Ernest-Romain), chasublier, demeurant rue du Gindre, 1.

BEIZANNE (Pierre), entrepreneur de travaux publics, demeurant à Paris, rue Saint-Maur, 45.

MOREL (Jean-Baptiste-Paul), marchand de nouveautés, demeurant à Paris, rue Ramey, 43.

LAUREUX (Pierre), tisseur, demeurant à Paris, rue Oberkampf, 11.

VAISSADE (Antoine), marchand de vin restaurateur, demeurant à Paris, boulevard Richard-Lenoir, 3.

PERRONNET, tenant hôtel meublé et marchand de vin, à Paris (des Ternes), rue des Dames, 29, demeurant même ville, rue Poncelet, 30.

Dame veuve GEDON (Eugénie-Alphonse) Marchal, veuve de Pierre-Louis Gédon, ladre daine charcutière, demeurant à Paris, rue de l'Ecole-de-Médecine, 22.

RICHOMME (Prosper), ancien marchand de vin à Châtillon (Seine), rue de Paris 1, demeurant actuellement à Paris, rue de Montparnasse, 42.

LEOTARD (Eugène), tapissier, demeurant à Paris, boulevard des Capucines, 10.

MICOL (François), menuisier, demeurant à Paris, rue Lemoine, 103.

Dame veuve FOURNAUD (Aquilaine-Anicé) Pinot, veuve de Philippe Fournaud, marchande de mercerie, demeurant à Paris, rue Fontaine-Molère, 37.

SIRE (Gabriel-Léon), marchand de vin, demeurant à Paris, rue de la Roquette, 85.

GAUTIER, marchand de vin, demeurant à Paris, rue du Cherche-Midi, 28.

PERONNET, marchand de vin et maître d'hôtel, ayant demeuré au Grand-Montrouge, 116, route d'Orléans, et demeurant actuellement à Saint-Denis (Seine), rue du Port, 27.

BULLETIN COMMERCIAL

Paris, le 3 janvier 1872.

Céréales

La situation des blés et des menus grains reste sans changement.

Le calme domine encore sur tous les marchés.

Farines de consommation

Les farines de consommation ne donnent lieu qu'à des transactions très restreintes.

Marques hors ligne, c. h. — Choix, 81 s. a. — Marque D, 84 s. a. — Bonnes marques, 81 s. a. — Soies courantes et ordinaires, 77 s. a. — 100 s.

Farines de commerce

Les farines sont plus fermes avec un bon courant d'affaires.

Farines huit marques

Dispon. cour. de mois, 81 s. a. — 2 prochains, 85 s. 25 — 4 premiers, 88 s. a. — Mars et avril, 86 s. a.

Farines supérieures

Dispon. cour. de mois, 80 s. a. — 2 prochains, 81 s. a. — 4 premiers, 88 s. a. — Mars et avril, 83 s. a.

Huiles

Les huiles de colza montrent une certaine tendance à la baisse. Peu d'acheteurs.

Dispon. cour. de mois, 108 s. a. — 2 prochains, 107 s. a. — 4 premiers, 108 s. a. — 4 derniers, 104 s. a.

L'huile de lin est stationnaire.

Disponible courant de mois, 95 s. a. — 4 premiers, 96 s. a.

Trois-six

Le trois-six est plus ferme.

Disponible et courant, 55 s. 75 — Janvier et février, 57 s. 25 — Mars et avril, 58 s. 25 — 4 chauds, 61 s. 25.

Les sucres sont un peu faibles.

COTE COMMERCIALE

88° saccharimétriques, 65 s. a. — Blancs 100 s. a. — 79 s. a. — 79 s. a. — Raffinés, suivant mérite, 152 s. a. — 153 s. a.

Le directeur politique général : LÉONCE LÉVY.

Les Dents, 1 vol. in-8°, prix, 3 fr. Opérations et pièces dentaires penchées invariables. D^r MANCUS-HERMAN, memb. du corps médical, r. Meyerbeer, 4.

VENTES IMMOBILIÈRES À L'ENCHÈRE

ADJUDICATION même sur une enchère, en la chambre des notaires de Paris, le mardi 16 janvier 1872, à midi, d'une

MAISON A PARIS, RUE DUPHOT, 16

Revenu 25,000 fr. — Mise à prix, 195,000 fr. S'adresser à M^{re} SHELTON, notaire, à Paris, rue Le Pelletier, 18.

ADJUDICATION, même sur une enchère, en la chambre des notaires de Paris, le mardi 16 janvier 1872, à midi, d'une

MAISON A PARIS, RUE DU CHÊNE, 15

Revenu 1,100 fr. — Mise à prix, 11,000 fr. S'adresser à M^{re} Baron, notaire, rue Biot, 3.

AVIS AUX ACTIONNAIRES

LES LOMBARDES VALEURS ÉGYPTIENNES

DETTE CONVERTIE D'AUSTRICHE

PÉRUVIEN, OTTOMAN 1865, e. c. etc.

Paiement immédiat aux porteurs des coupons de janvier 1872. Chez E. Bény et C^o, banquiers, rue Drouot, 15, à Paris.

CRÉDIT FONCIER SUISSE

Le paiement du coupon du 1^{er} novembre 1871 des obligations 5 0/0 se fera à partir du 1^{er} février prochain.

A Paris, 10, place Vendôme.

A GENEVE, 23, rue du Rhône.

A MARSEILLE, 4, rue de la République.

A BERNE, chez MM. Von Graffenried et C^o.

A LAUSANNE, à la Banque cantonale.

Le conseil d'administration informe en outre les porteurs d'actions que l'assemblée générale des actionnaires aura lieu dans le courant de février. La date en sera ultérieurement indiquée. L'assemblée générale aura à fixer l'époque de paiement des coupons de janvier 1872 et de la dividende à distribuer pour l'exercice 1871.

THEATRE-FRANÇAIS. — 8 h. 0/0

CHRISTIANE

de M. G. Gondard

de M. G. Gondard

COUPONS DE JANVIER 1872

de la Rente italienne 5 0/0, de la Dette turque 5 0/0, des Rentes espagnoles 5 0/0, sont payés à présentation, ainsi que ceux des rentes, actions et obligations françaises et étrangères.

BANQUE E. HUGUET (9^e année)

32, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

LACASSE ET PRETS SUR TITRES

8, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 8

avance sur toutes valeurs cotées, reçoit les ordres de Bourse en comptant et à terme

E. LYON Changeur, 60, rue La Fayette, Paris, paye des mandats, les coupons

Rente autrichienne convertie et Obligations lombardes avec plus forte prime que qui ce soit.

ACHATS ET VENTES DE FONDS DE COMMERCE

LAVOIR de 85 places (Temple), bail 16 ans, prix 50,000 fr. — M. Bandouin, 16, boulevard St-Denis.

INDUSTRIE ET COMMERCE

BIÈRE FANTA

EN BOUTEILLE

DEPOT 30, rue de la TERRASSE, 17^e arrondissement

LIBRAIRIE ET PUBLICATIONS DIVERSES

LE MONITEUR-FONDS PUBLICS

ET DES VALEURS INDUSTRIELLES (4^e année)

Hebdom. 16 pages de texte; 12 fr. par an; 5 fr. par trimestre sur demande au directeur, 8, rue St-Augustin

AVIS AU CLERGE ET A LA NOBLESSE

Depuis trois ans seulement que les

CALORIFÈRES GUYNET sont connus

en France, le Directeur de la C^o de Londres a déjà fait adopter ce système

AVIS AU CLERGE ET A LA NOBLESSE

Depuis trois ans seulement que les

CALORIFÈRES GUYNET sont connus

en France, le Directeur de la C^o de Londres a déjà fait adopter ce système

pour chauffer plus de 100 maisons

de Paris, dont 7 seules, 3 hôpitaux et 50

châteaux. On envoie la notice et le list

des endroits chauffés. S'adr. boulevard St-Martin, 12, Paris

AVIS DIVERS

ON demande un placier en chocolat pour Paris et

provinc, prêt à l'emploi ou commanditaire avec

apport de 250 à 300 mille fr. (Avance) — garanties

exceptionnelles. S'adresser à M^{re} TANTEI